

Hoofdstuk 5 : Te bereiken doelstellingen

- Risicoperceptietest
 - o Wat is de risicoperceptietest ?
 - o Wat zijn de doelstellingen ervan inzake aan te leren gedrag?
 - Bekwaamheidsgetuigschrift
 - o Wat is het bekwaamheidsgetuigschrift ?
 - o Wat zijn de doelstellingen ervan inzake aan te leren gedrag?
 - Eindexamen
 - o Wat is het eindexamen ?
 - o Wat zijn de doelstellingen ervan inzake aan te leren gedrag?
- Nuttige links
- Websites van de examencentra
 - Website AWSR
 - Website DGO2
 - www.monpermisdeconduire.be
 - www.ottocoach.be

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de verdeling van de opleidingsuren over de tijd, tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot het examen over de technische rijvaardigheden en tot vaststelling van het logboek als middel om de voorwaarden voor de toegang tot het praktijkexamen te controleren.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14898]

1^{er} OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel organisant le rendez-vous pédagogique en ligne, par le biais d'une plateforme électronique, en exécution de l'article 7/1, § 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, les articles 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990 et 47, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, l'article 7/1, § 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

Vu le rapport du 24 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 3 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le candidat au permis B qui a réussi l'examen théorique à partir du 1^{er} juillet 2018, qui souhaite, dans le cadre du stage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B continuer son apprentissage avec l'assistance d'un guide, peut suivre, ainsi que son ou ses guides, un rendez-vous pédagogique à distance, dénommé ci-après le rendez-vous.

§ 2. Le rendez-vous est dispensé par les organismes désignés en annexe de cet arrêté, dénommés ci-après « l'organisme ». Cette désignation a une validité de cinq ans à compter de la date de la décision de désignation.

§ 3. L'organisme qui souhaite être désigné, adresse au Directeur général de la Direction Générale qui a, au sein du Service Public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué, une demande d'autorisation pour dispenser le rendez-vous, par voie électronique recommandée.

Les documents suivants sont joints à la demande :

1^o l'acte constitutif de la société ainsi que ses modifications ;

2^o un extrait du casier judiciaire, datant de moins de trois mois attestant du respect des conditions prévues à l'article 12, § 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, pour les personnes qui représentent légalement l'organisme qui introduit sa demande.

L'organisme est informé par écrit, au plus tard trois mois à compter de la réception de sa demande, du caractère complet ou incomplet de sa demande.

A défaut d'un dossier complet dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre ayant signifié le caractère incomplet de la demande, la demande d'agrément est classée sans suite.

Pour obtenir la désignation, l'organisme demandeur prouve qu'il réunit tous les critères de qualité exigés par cet arrêté pour dispenser le rendez-vous. Ces critères seront vérifiés par le directeur général de la Direction générale qui a, au sein du Service public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué.

§ 4. La demande de désignation ou de renouvellement de désignation pour dispenser le rendez-vous donne lieu au paiement d'une redevance de 250 euros. Pour couvrir les frais d'administration et de contrôle, une redevance annuelle de 150 euros est due pour tout organisme désigné. Cette redevance est payée au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Ces montants font l'objet d'une indexation automatique au 1^{er} janvier de chaque année calculée sur la base de l'index ordinaire du mois de novembre de l'année précédente. Ils sont perçus par les soins de la Direction générale qui a, au sein du Service Public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions.

§ 5. Lorsque les conditions prévues au présent arrêté sont remplies, l'organisme reçoit, au plus tard dans les trois mois à compter de l'introduction de la demande complète, l'autorisation pour dispenser le rendez-vous. L'organisme désigné est intégré à la liste détaillée en annexe de cet arrêté.

La mise en fonction de la plateforme électronique n'a lieu qu'après avoir obtenu l'autorisation pour dispenser le rendez-vous, en tant qu'organisme désigné.

§ 6. Toute modification aux données de désignation fait l'objet d'une demande de modification de désignation.

Le représentant de l'organisme communique dans les trois jours au Ministre ou son délégué la fermeture définitive de la plateforme électronique habilitée, par envoi électronique recommandé.

§ 7. La désignation est retirée, en cas de cessation définitive d'activité de l'organisme, le représentant étant entendu au préalable.

Art. 2. L'organisme organise le rendez-vous, conformément aux dispositions du présent arrêté :

1° Le rendez-vous est dispensé en ligne, par le biais d'une plateforme électronique. Il permet à tout candidat et son ou ses guides, de s'y connecter à distance en s'identifiant de manière unique et certaine pendant une durée déterminée d'une semaine à partir de la première connexion.

2° la plateforme électronique reprend le programme prévu à l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant la répartition des heures de cours de formation dans le temps, fixant les modalités d'accès au test sur les capacités techniques de conduite et établissant le journal de bord comme modalité de vérification des conditions d'accès à l'examen pratique ;

3° le support est fourni par chaque organisme et est validé par le Directeur général de la Direction Générale qui a, au sein du Service Public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué ;

4° chaque organisme assure la maintenance corrective et évolutive du logiciel, qui peut contenir des textes, des photos, des présentations type PowerPoint, des sons et des vidéos, validés par le Directeur général qui a, au sein du Service public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué ;

5° chaque organisme s'assure que la plateforme électronique soit conçue de manière à sécuriser au maximum les démarches des utilisateurs candidats au permis B ou à son ou ses guides, et à garantir une traçabilité des accès et des actions depuis la première connexion jusqu'à la délivrance de l'attestation ;

6° chaque organisme assure par son système, le respect de la vie privée des utilisateurs candidats au permis de conduire et de son ou ses guides, conformément à la réglementation relative à la protection de la vie privée et traitement des données à caractère personnel ;

7° chaque organisme permet aux agents ou fonctionnaires désignés par le ministre ou son délégué, l'accès aux données enregistrées par le logiciel utilisé pour la formation à distance et à tous les documents relatifs à l'activité de la formation ;

8° chaque organisme organise et exécute ses activités selon les directives du ministre ou son délégué.

Art. 3. Le suivi du processus de ce rendez-vous comporte plusieurs étapes de validation successives et obligatoires, et entraîne à son terme la délivrance de l'attestation valable cinq ans, dont le modèle est prévu à l'annexe 6 de l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Art. 4. Chaque organisme établit pour chaque candidat une carte d'inscription mentionnant son identité, le code postal, la commune, le numéro de registre national et la date d'inscription.

Les données relatives au suivi de ce rendez-vous sont envoyées dans une base de données des formations selon les instructions du directeur général de la Direction générale qui a, au sein du Service public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué.

Art. 5. En cas de constatation des inspecteurs désignés par le ministre, du non-respect des conditions prévues dans cet arrêté, et après avoir entendu le représentant de l'organisme concerné, la désignation pour organiser le rendez-vous est suspendue pour une durée de huit jours au moins et de six mois au plus.

Si malgré une mesure préalable de suspension d'au moins deux mois, et après constatation des inspecteurs désignés par le ministre, de la persistance du non-respect des conditions prévues dans cet arrêté, le ministre, après avoir entendu le représentant de l'organisme concerné retire la désignation à l'organisme pour organiser le rendez-vous.

Pendant la période de suspension ou après la décision de retrait de désignation, le site internet ou plateforme électronique est désactivé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2018.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

Annexe. Liste des organismes habilités pour organiser le rendez-vous pédagogique à distance ou « e-learning »

Nom de l'organisme	Adresse du siège social	Numéro unique d'entreprise	Statut juridique
Agence wallonne pour la Sécurité routière, (A.W.S.R.).	Avenue comte de Smet de Nayer, 14 à 5000 Namur	0539.960.891	ASBL

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 organisant le rendez-vous pédagogique en ligne, par le biais d'une plateforme électronique en exécution de l'article 7/1, § 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14898]

1. OKTOBER 2018 — Ministerieller Erlass über die Veranstaltung des pädagogischen Online-Termins über eine elektronische Plattform in Ausführung des Artikels 7/1 § 2 des Königlichen Erlasses über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B

Der Minister für Mobilität,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 23, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch die Gesetze vom 29. Februar 1984 und vom 18. Juli 1990, und Artikel 47, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B, Artikel 7/1 § 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 24. Juli 2018;

Aufgrund des am 3. August 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung des Gutachtens innerhalb dieser Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Der Bewerber um den Führerschein der Klasse B, der ab dem 1. Juli 2018 die theoretische Prüfung bestanden hat und im Rahmen der Schulung nach Artikel 8 § 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B seine Schulung im Beisein eines Begleiters fortsetzen möchte, kann mit seinem/seinen Begleiter(n) an einem pädagogischen Online-Termin, nachstehend Termin genannt, teilnehmen.

§ 2. Der Termin wird von den Einrichtungen veranstaltet, die im Anhang zu vorliegendem Erlass benannt, und nachstehend als "Einrichtung" bezeichnet werden. Diese Benennung hat eine Gültigkeit von fünf Jahren ab dem Datum des Benennungsbeschlusses.

§ 3. Die Einrichtung, die benannt werden möchte, übermittelt dem Generaldirektor der Generaldirektion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für den Führerschein zuständig ist, oder seinem Beauftragten, per elektronisches Einschreiben einen Antrag auf Genehmigung für die Veranstaltung von Terminen.

Dem Antrag werden die folgenden Dokumente beigelegt:

1° die Gründungsurkunde der Gesellschaft und ihre Abänderungen;

2° ein weniger als drei Monate alter Auszug aus dem Strafregister der Personen, die die antragstellende Einrichtung gesetzlich vertreten, in dem die Einhaltung der Bedingungen nach Artikel 12 § 1 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen bescheinigt wird.

Spätestens drei Monate nach dem Eingang ihres Antrags wird die Einrichtung schriftlich darüber informiert, ob ihr Antrag vollständig oder unvollständig ist.

Wenn innerhalb drei Monaten nach dem Eingang des Schreibens, in dem der Antragsteller darüber informiert wurde, dass sein Antrag unvollständig ist, keine vollständige Akte vorliegt, wird der Zulassungsantrag ohne weitere Bearbeitung klassiert.

Zu Zwecken ihrer Benennung weist die Einrichtung nach, dass sie alle in diesem Erlass angeforderten Qualitätskriterien zur Veranstaltung von Terminen erfüllt. Diese Kriterien werden von dem Generaldirektor der Generaldirektion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für den Führerschein zuständig ist, oder seinem Beauftragten, geprüft.

§ 4. Der Antrag auf Benennung oder Erneuerung der Benennung zur Veranstaltung von Terminen gibt Anlass zur Zahlung einer Gebühr in Höhe von 250 Euro. Jede benannte Einrichtung zahlt eine Jahresgebühr in Höhe von 150 Euro zur Deckung der Verwaltungs- und Kontrollkosten. Diese Gebühr wird spätestens am 31. März des betreffenden Jahres gezahlt.

Diese Beträge werden am 1. Januar eines jeden Jahres auf der Grundlage des gewöhnlichen Index des Monats November des vorangehenden Jahres automatisch indexiert. Sie werden von der Generaldirektion bezogen, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für den Führerschein zuständig ist.

§ 5. Wenn die in vorliegendem Erlass vorgesehenen Bedingungen erfüllt werden, erhält die Einrichtung die Genehmigung zur Veranstaltung von Terminen spätestens binnen drei Monaten ab der Einreichung des vollständigen Antrags. Sobald die Einrichtung benannt wurde, wird sie in die ausführliche Liste aufgenommen, die im Anhang zu vorliegendem Erlass steht.

Die Aktivierung der elektronischen Plattform erfolgt erst, nachdem die benannte Einrichtung die Genehmigung zur Veranstaltung von Terminen erhalten hat.

§ 6. Jede Änderung der im Hinblick auf die Benennung mitgeteilten Angaben ist Gegenstand eines Antrags auf Änderung der Benennung.

Der Vertreter der Einrichtung teilt dem Minister oder seinem Beauftragten binnen drei Tagen die endgültige Schließung der zugelassenen elektronischen Plattform per elektronisches Einschreiben mit.

§ 7. Bei der endgültigen Einstellung der Tätigkeit der Einrichtung wird die Benennung nach vorheriger Anhörung ihres Vertreters zurückgenommen.

Art. 2 - Die Einrichtung veranstaltet den Termin in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses:

1° Der Termin findet online über eine elektronische Plattform statt. Er ermöglicht die Fernanmeldung jedes Kandidaten und seines bzw. seiner Begleiter während einer bestimmten Dauer von einer Woche ab der ersten Verbindung, indem sie sich eindeutig und sicher identifizieren;

2° Die elektronische Plattform übernimmt das Programm nach Anhang I des Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2018 zur zeitlichen Verteilung der Unterrichtsstunden, zur Festlegung der Modalitäten für den Zugang zum Test der technischen Fahrtüchtigkeit und zur Bestimmung des Logbuchs als Mittel zur Prüfung der Bedingungen für den Zugang zur praktischen Prüfung;

3° Der Träger wird von jeder Einrichtung geliefert, und von dem Generaldirektor der Generaldirektion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für den Führerschein zuständig ist, oder seinem Beauftragten, validiert;

4° Jede Einrichtung gewährleistet die fehlerbehebende und entwicklungsbezogene Wartung der Software, die Text, Bilder, PowerPoint-Präsentationen, Ton- und Videodateien enthalten kann, welche von dem Generaldirektor der Generaldirektion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für den Führerschein zuständig ist, oder seinem Beauftragten, validiert werden;

5° Jede Einrichtung stellt sicher, dass die elektronische Plattform so konzipiert ist, dass ein Höchstmaß an Sicherheit für die Nutzer, die sich um den Führerschein B bewerben, oder ihre(n) Begleiter gewährleistet ist, und dass die Rückverfolgbarkeit der Zugänge und der Aktionen seit der ersten Verbindung bis zur Ausstellung der Bescheinigung gewährleistet ist;

6° Jede Einrichtung stellt durch ihr System sicher, dass das Privatleben der Benutzer, die sich um den Führerschein bewerben, und ihres bzw. ihrer Begleiter gemäß den Vorschriften über den Schutz des Privatlebens und die Verarbeitung personenbezogener Daten geachtet wird;

7° Jede Einrichtung gewährt den vom Minister oder seinem Beauftragten benannten Bediensteten oder Beamten Zugang zu den von der für den Fernunterricht verwendeten Software gespeicherten Daten und zu allen Dokumenten im Zusammenhang mit der Ausbildungstätigkeit;

8° Jede Einrichtung organisiert und führt ihre Tätigkeiten nach den Richtlinien des Ministers oder seines Beauftragten durch.

Art. 3 - Die Überwachung des Prozesses dieses Termins umfasst mehrere aufeinanderfolgende und obligatorische Validierungsschritte und führt zur Ausstellung der fünf Jahre gültigen Bescheinigung, deren Muster in Anhang 6 des Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung des Musters bestimmter Dokumente, die im Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, im Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B, und im Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen angeführt werden, festgelegt wird.

Art. 4 - Jede Einrichtung stellt für jeden Bewerber eine Eintragungskarte aus, die seine Identität, Postleitzahl, Gemeinde, Nationalregisternummer und das Datum der Eintragung anführt.

Die Daten in Verbindung mit der Überwachung dieses Termins werden an eine Datenbank über die Ausbildungen gesendet, gemäß den Anweisungen des Generaldirektors der Generaldirektion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für den Führerschein zuständig ist, oder seines Beauftragten.

Art. 5 - Stellen die vom Minister benannten Inspektoren fest, dass die in vorliegendem Erlass festgelegten Bedingungen nicht eingehalten werden, wird die Benennung zur Veranstaltung von Terminen, nachdem der Vertreter der betreffenden Einrichtung angehört wurde, für einen Zeitraum von mindestens acht Tagen und höchstens sechs Monaten ausgesetzt.

Wenn die vom Minister benannten Inspektoren trotz einer vorherigen, mindestens zweimonatigen Aussetzungsmaßnahme feststellen, dass die in vorliegendem Erlass festgelegten Bedingungen noch immer nicht eingehalten werden, nimmt der Minister die Benennung der Einrichtung zur Veranstaltung von Terminen zurück, nachdem er den Vertreter der betreffenden Einrichtung angehört hat.

Die Website oder elektronische Plattform wird während des Aussetzungszeitraums oder nach dem Beschluss zur Zurücknahme der Benennung deaktiviert.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2018 wirksam.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

**Anhang Liste der Einrichtungen, die zur Veranstaltung von pädagogischen Online-Terminen
oder "e-learning" ermächtigt sind**

Name der Einrichtung	Anschrift des Gesellschaftssitzes	Einmalige Unternehmensnummer	Rechtsform
Wallonische Agentur für Verkehrssicherheit ("Agence wallonne pour la Sécurité routière" - A.W.S.R.)	Avenue comte de Smet de Nayer, 14 in 5000 Namur	0539.960.891	VoG

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass über die Veranstaltung des pädagogischen Online-Termins über eine elektronische Plattform in Ausführung des Artikels 7/1 § 2 des Königlichen Erlasses über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14898]

1 OKTOBER 2018. — Ministerieel besluit tot organisatie van de online pedagogische afspraak, door middel van een elektronisch platform, in uitvoering van artikel 7/1, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, de artikelen 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990 en 47, vervangen bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, artikel 7/1, § 2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018;

Gelet op het verslag van 24 juli 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 3 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is uitgebracht binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De kandidaat voor het rijbewijs B, die vanaf 1 juli 8 geslaagd is voor het theoretisch examen en die in het kader van de opleidingsperiode bedoeld in artikel 8, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, zijn opleiding wenst voort te zetten met de hulp van een gids, kan, alsook zijn gids(en), een pedagogische afspraak op afstand volgen, hierna de "afspraak" genoemd.

§ 2. De afspraak wordt georganiseerd door de instellingen aangewezen in bijlage bij dit besluit, hierna "de instelling" genoemd. Deze aanwijzing heeft een geldigheid van vijf jaar te rekenen van de datum van de beslissing tot aanwijzing.

§ 3. De instelling die wenst te worden aangewezen, stuurt een verzoek tot vergunning om de afspraak te maken, langs elektronische weg, naar de Directeur-generaal, of diens afgevaardigde, van het Directoraat-generaal, dat binnen de Waalse Overheidsdienst bevoegd is voor het rijbewijs.

De volgende documenten worden gevoegd bij de aanvraag:

1° de akte tot oprichting van de maatschappij alsook diens wijzigingen;

2° een uittreksel uit het strafregister, van minder dan drie maanden, waaruit blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rijtscholen voor motorvoertuigen, voor de personen die de instelling die de aanvraag indient, wettelijk vertegenwoordigen.

De instelling wordt uiterlijk drie maanden na ontvangst van haar verzoek schriftelijk in kennis gesteld van de volledigheid of onvolledigheid van haar verzoek.

Bij gebrek aan volledig dossier binnen drie maanden na de datum van ontvangst van de brief, waaruit blijkt dat de aanvraag onvolledig is, wordt geen gevolg aan de erkenningsaanvraag gegeven.

Om de aanwijzing te verkrijgen, bewijst de aanvragende instelling dat zij voldoet aan alle kwaliteitscriteria die bij dit besluit worden vereist om de afspraak te maken. Deze criteria zullen worden gecontroleerd door de directeur-generaal, of diens afgevaardigde, van het Directoraat-generaal dat, binnen de Waalse Overheidsdienst, belast is met het rijbewijs.

§ 4. De aanvraag om aanwijzing of om hernieuwing van aanwijzing om de afspraak te maken geeft aanleiding tot de betaling van een vergoeding van 250 euro. Om de kosten inzake administratie en controle te dekken, is een jaarlijkse vergoeding van 150 euro verschuldigd voor elke aangewezen instelling. Deze vergoeding wordt uiterlijk 31 maart van het betrokken jaar betaald.

Deze bedragen maken het voorwerp uit van een automatische indexering op 1 januari van elk jaar, berekend op basis van de maand november van het voorgaande jaar. Ze worden geïnd door het Directoraat-generaal dat, binnen de Waalse Overheidsdienst, belast is met het Rijbewijs.

§ 5. Wanneer aan de voorwaarden van dit besluit is voldaan, krijgt de instelling uiterlijk drie maanden na de indiening van de volledige aanvraag, de machtiging om de afspraak te maken. De aangewezen instelling wordt opgenomen in de gedetailleerde lijst in bijlage bij dit besluit.

Het elektronische platform wordt pas geactiveerd na het verkrijgen van de toestemming om de afspraak te maken, als aangewezen instelling.

§ 6. Elke wijziging van de gegevens met betrekking tot de aanwijzing maakt het voorwerp uit van een aanvraag om wijziging van de aanwijzing.

De vertegenwoordiger van de instelling geeft de Minister of zijn afgevaardigde binnen drie dagen kennis van de definitieve sluiting van het goedgekeurd elektronisch platform per aangetekende email.

§ 7. De aanwijzing wordt ingetrokken in geval van definitieve beëindiging van de activiteiten van de instelling, na de vertegenwoordiger vooraf te hebben gehoord.

Art. 2. De instelling maakt de afspraak overeenkomstig de bepalingen van dit besluit:

1° De afspraak wordt online gemaakt, door middel van een elektronisch platform. Bedoeld platform stelt elke kandidaat en zijn gids(en) in staat om op afstand verbinding te maken door zich op een unieke en bepaalde manier te identificeren voor een vaste periode van een week vanaf de eerste verbinding.

2° het elektronisch platform omvat het programma bedoeld in bijlage 1 van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de verdeling van de opleidingsuren over de tijd, tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot het examen over de technische rijvaardigheden en tot vaststelling van het logboek als middel om de voorwaarden voor de toegang tot het praktijkexamen te controleren;

3° de steun wordt verstrekt door elke instelling en wordt goedgekeurd door de Directeur-generaal, of diens afgevaardigde, van het Directoraat-generaal dat, binnen de Waalse Overheidsdienst, belast is met het rijbewijs;

4° elke instelling zorgt voor het correctief en evolutief onderhoud van de software, die teksten, foto's, PowerPoint-presentaties, geluiden en video's kan bevatten, goedgekeurd door de Directeur-generaal of diens afgevaardigde die, binnen de Waalse Overheidsdienst, belast is met het rijbewijs;

5° elke instelling zorgt ervoor dat het elektronische platform zodanig is ontworpen dat de procedures van de kandidaten voor het rijbewijs B of van hun gids(en) maximaal worden beveiligd, en dat de toegang en de acties vanaf de eerste verbinding tot de afgifte van het certificaat traceerbaar zijn;

6° door middel van haar systeem, zorgt elke instelling voor de bescherming van het privé-leven van de kandidaten voor het rijbewijs en van zijn gids(en), overeenkomstig de regelgeving betreffende de bescherming van het privé-leven en in verband met de verwerking van persoonsgegevens;

7° elke instelling verleent de door de minister of diens afgevaardigde aangewezen personeelsleden of ambtenaren toegang tot de gegevens die zijn opgenomen door de software gebruikt voor afstandsonderwijs en tot alle documenten met betrekking tot de opleidingsactiviteit;

8° elke instelling organiseert en voert haar activiteiten uit volgens de richtlijnen van de Minister of diens afgevaardigde.

Art. 3. De opvolging van het proces van deze afspraak omvat verschillende opeenvolgende en verplichte valideringsfasen, en leidt, aan het einde daarvan, tot de afgifte van het getuigschrift met een geldigheidsduur van vijf jaar, waarvan het model opgenomen is in bijlage 6 van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen.

Art. 4. Elke instelling stelt voor elke kandidaat een registratiekaart op waarop zijn identiteit, postcode, gemeente, rijksregisternummer en datum van registratie zijn vermeld.

De gegevens betreffende de opvolging van deze afspraak worden opgenomen in een databank van de opleidingen volgens de instructies van de directeur-generaal, of diens afgevaardigde, van het Directoraat-generaal dat, binnen de Waalse Overheidsdienst, belast is met het rijbewijs.

Art. 5. Indien de door de Minister aangewezen inspecteurs het niet-naleven van de voorwaarden bedoeld in dit besluit vaststellen, en na de vertegenwoordiger van de betrokken instelling te hebben gehoord, wordt de aanwijzing om het maken van de afspraak geschorst voor een periode van minstens acht dagen en hoogstens zes maanden.

Indien de door de Minister aangewezen inspecteurs, ondanks een voorafgaande opschortingsmaatregel van minstens twee maanden, vaststellen dat de voorwaarden bedoeld in dit besluit niet worden nageleefd, trekt de Minister dan, na de vertegenwoordiger van de betrokken instelling te hebben gehoord, de aanwijzing van de instelling om de afspraak te maken, in.

Tijdens de schorsingsperiode of na de beslissing tot intrekking van de aanwijzing, wordt de website of het elektronische platform gedeactiveerd.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2018.

Namen, 1 oktober 2018.

Bijlage. Lijst van de instellingen bevoegd om de pedagogische afspraak te maken op afstand of "e-learning"

Naam van de instelling	Adres van de maatschappelijke zetel	Uniek ondernemingsnummer	Juridisch statuut
"Agence wallonne pour la Sécurité routière", (Waal Agentschap voor Verkeersveiligheid) (A.W.S.R).	Avenue comte de Smet de Nayer, 14 te 5000 Namen	0539.960.891	VZW

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot organisatie van de online pedagogische afspraak, door middel van een elektronisch platform, in uitvoering van artikel 7/1, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14899]

1^{er} OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel fixant le nombre, le lieu d'établissement et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, les articles 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois du 29 février 1984 et du 18 juillet 1990 et 47, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, l'article 25, § 2, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen ;

Vu le rapport du 24 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 3 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Les examens théoriques et pratique et les tests visés à l'article 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ont lieu dans les centres d'examen énumérés à l'annexe 1^{re}.

Art. 2. Les candidats subissent l'examen théorique dans le centre d'examen de leur choix.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1^o les candidats visés à l'article 32, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire subissent l'examen théorique dans un des centres d'examen énumérés à l'annexe 2.

2^o les candidats qui choisissent la langue allemande subissent l'examen théorique dans le centre d'Eupen.

Art. 3. Les candidats au permis de conduire valable pour la catégorie B subissent l'examen pratique dans le centre d'examen de leur choix.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1^o les candidats visés à l'article 39, § 8, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire subissent l'examen pratique dans un des centres d'examen énumérés à l'annexe 2.

2^o les candidats qui choisissent la langue allemande subissent l'examen pratique dans le centre d'Eupen.

Art. 4. Les candidats au permis de conduire valable pour la catégorie AM, A1, A2, A, B+E, C, C+E, D ou D+E ou pour la sous-catégorie C1, C1+E, D1 ou D1+E subissent l'examen pratique dans le centre d'examen de leur choix qui est, conformément à l'annexe 3, compétent pour ces catégories et sous-catégories.

Les candidats qui ont échoué à l'épreuve sur la voie publique peuvent se représenter à cette épreuve dans un centre d'examen de leur choix, visé à l'annexe 1^{re}.